

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2795

8 novembre 2013

SOMMAIRE

Alianza Iberian Private Equity (Luxembourg-Six) S.A.	134125	PFCE Hungary S.à r.l.	134123
Arago S.A.	134149	PFCE Middle Holdco S.à r.l.	134123
AUX Canada Acquisition 3 S.à r.l.	134125	PI Corp Lux S.à r.l.	134119
BELLATRIX Asset Management S.A.	134160	Platinum UCITS Funds SICAV	134118
Bigger Investment S.A.	134160	Plustone	134119
BRE/Europe Hotel I S.à r.l.	134125	PMT Europe S.à r.l.	134118
Brugama SPF S.A.	134160	Polimnia S.à r.l.	134118
DM Patent SA	134116	Polma Investment S.à r.l.	134118
Duferco Participations Holding S.A.	134125	Poolco 1 S.A.	134117
Emerlux S.à r.l.	134160	Portfolio Management Solutions (PMS) .	134115
EPF Holdings S.à r.l.	134160	Portfolio Management Solutions (PMS) .	134117
Jackysam S.A.	134139	Priory International	134123
Karoo Investment Fund S.C.A. SICAV-SIF	134126	Privalux Management S.A.	134124
Leconservateurluxembourgeois S.à r.l. SPF	134156	P\IS\L Group Luxembourg Limited S.à r.l.	134117
Mayreau Investissement S.A., société de gestion de patrimoine familial	134144	PSPFINLUX	134124
Neuroconnexion S.A.	134114	PSPLUX	134119
NIC S.à r.l.	134154	PS UK II S.à r.l.	134121
Olin Fund	134114	PS UK S.à r.l.	134124
Pantalux S.A.	134116	Qarlbo Associates S.A.	134116
Parc du Soleil S.à r.l.	134116	QGOG Constellation S.A.	134119
Parc du Soleil S.à r.l.	134116	QP International S.à r.l.	134120
Parcolog S.à r.l.	134115	Quantum Industries S.à r.l.	134120
Parkridge France Mixed Use S.à r.l.	134114	Rasenberger Toschek Advisors GmbH ..	134117
Parkridge (Multi Park) S.à r.l.	134114	Rembrandt III S.à r.l.	134120
Parkridge Retail Ukraine S.à r.l.	134115	Rembrandt II S.à r.l.	134118
Parkridge Retail Warehousing France S.à r.l.	134115	Rembrandt I S.à r.l.	134120
Parkridge WE Services S.à r.l.	134122	RPFI Soparfi A S.à r.l.	134121
Pentair (Brazil) Luxembourg S.à r.l.	134115	RPFI Soparfi B S.à r.l.	134121
PFCE Czech II S.à r.l.	134122	Salon Tiberi S.à r.l.	134124
PFCE Holdco S.à r.l.	134122	S.à r.l. Gilbert	134121
		SCHAUS et associés S.A.	134123
		Société Immobilière Savatelle S.A.	134120
		Southern Europe Investments S.A.	134122

Neuroconnexion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 172.307.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/09/2013.

Neuroconnexion S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2013138106/14.

(130167944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Olin Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 28-32, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 135.803.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Annuelle tenue le 16 septembre 2013

L'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires renouvelle pour une période d'un an expirant à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui se tiendra en septembre 2014, les mandats d'administrateurs de Monsieur Baptiste LOPEZ (Président), Monsieur Olivier GERMAIN, et Monsieur Jean-Marc STENGER.

L'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires renouvelle, pour une période de un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en septembre 2014, Deloitte S.A., en tant que Réviseur d'Entreprises Agréé.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013138117/14.

(130168070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Parkridge France Mixed Use S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 512.500,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 127.299.

EXTRAIT

1. La démission des gérants ci-dessous est acceptée avec effet immédiat au 10 Janvier 2012:

- Monsieur Benoît de Froidmont, demeurant au 370, route de Longwy, L - 1940 Luxembourg
- Monsieur Adrien Rollé, demeurant au 370, route de Longwy, L - 1940 Luxembourg

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013138125/13.

(130168178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Parkridge (Multi Park) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 121.766.

EXTRAIT

1. La démission des gérants ci-dessous est acceptée avec effet immédiat au 10 Janvier 2012:

- Monsieur Benoît de Froidmont, demeurant au 370, route de Longwy, L - 1940 Luxembourg
- Monsieur Adrien Rollé, demeurant au 370, route de Longwy, L - 1940 Luxembourg

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013138122/13.

(130168179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Parkridge Retail Ukraine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 127.301.

EXTRAIT

1. La démission des gérants ci-dessous est acceptée avec effet immédiat au 10 Janvier 2012:
- Monsieur Benoît de Froidmont, demeurant au 370, route de Longwy, L - 1940 Luxembourg
 - Monsieur Adrien Rollé, demeurant au 370, route de Longwy, L - 1940 Luxembourg

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013138126/13.

(130168231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Parkridge Retail Warehousing France S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 6.012.500,00.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 127.307.

EXTRAIT

1. La démission des gérants ci-dessous est acceptée avec effet immédiat au 10 Janvier 2012:
- Monsieur Benoît de Froidmont, demeurant au 370, route de Longwy, L - 1940 Luxembourg
 - Monsieur Adrien Rollé, demeurant au 370, route de Longwy, L - 1940 Luxembourg

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013138127/13.

(130168208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Pentair (Brazil) Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 122.090.

Les comptes annuels au 26 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013138138/10.

(130168110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Portfolio Management Solutions (PMS), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 50.794.

Les comptes annuels au 30 avril 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013138171/9.

(130168120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Parcolog S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 78.756.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013138150/9.

(130168084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Pantalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 71.225.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 octobre 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2013138146/13.

(130168612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Parc du Soleil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 101.961.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PARC DU SOLEIL S.à r.l.

Référence de publication: 2013138147/10.

(130168539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Parc du Soleil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 101.961.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PARC DU SOLEIL S.à r.l.

Référence de publication: 2013138148/10.

(130168543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Qarlbo Associates S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 67.935.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un administrateur

Référence de publication: 2013138181/11.

(130167955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

DM Patent SA, Société Anonyme.

Siège social: L-3510 Dudelange, 10, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 152.607.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013138174/10.

(130168066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Portfolio Management Solutions (PMS), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 50.794.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue le vendredi 30 août 2013

En date du 30 août 2013, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé

- de nommer Monsieur Luc Lefer, né le 20 février 1961, résidant professionnellement au 33 rue du Quatre Septembre, 75002 Paris, France, au poste d'administrateur de la Société, pour un mandat d'un an prenant fin lors de la prochaine assemblée générale ordinaire en 2014.

- de reconduire les mandats au poste d'administrateurs pour un mandat d'un an prenant fin lors de la prochaine assemblée générale ordinaire en 2014 de:

- * BGL BNP Paribas représenté par Monsieur Carlo Frtob;
- * Monsieur Georg Lasch;
- * Monsieur Yvan de Laurentis;
- * BNP Paribas (Suisse) SA représenté par Monsieur Sébastien Mespoulet;
- * BNP Paribas représenté par Monsieur Robert Vedeilhié.

Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Portfolio Management Solutions (PMS)

BNP Paribas Securities Services, Luxembourg Branch

Référence de publication: 2013138169/23.

(130168113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Poolco 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 150.433.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013138167/10.

(130168184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

P\SL Group Luxembourg Limited S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 154.692.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2012.

Référence de publication: 2013138175/10.

(130168563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Rasenberger Toschek Advisors GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 107.831.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Rasenberger Toschek Advisors GmbH

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013138187/11.

(130167898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Polimnia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 155.795.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Polimnia S.à r.l.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2013138142/11.

(130168063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Platinum UCITS Funds SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 158.545.

Les comptes annuels au 31 mai 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Platinum UCITS Funds SICAV

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2013138140/11.

(130167862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Polma Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 123.362.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Polma Investment S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013138143/11.

(130167847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

PMT Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9952 Drinklange, 15, Lampertskaul.

R.C.S. Luxembourg B 99.763.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013138165/10.

(130168356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Rembrandt II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.389.950,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 88.972.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013138191/11.

(130168457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

PI Corp Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 168.942.

—
EXTRAIT

En date du 1^{er} Octobre 2013, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- Les démissions de Charlotte Lahaije-Hultman et de Elke Leenders en tant gérants A de la Société sont acceptées avec effet au 1^{er} octobre 2013.

- La démission de Patrick Leyseele en tant gérant B de la Société est acceptée avec effet au 1^{er} octobre 2013.

- La nomination de Patrick Leyseele, né à Gand (Belgique) le 8 janvier 1974, avec adresse au 27A Rendekensstraat, 9070 Heusden (Belgique), en tant que gérant A est acceptée avec effet au 1^{er} octobre 2013.

- La nomination de Tanguy Missoul, né à Berchem Saint-Agathe (Belgique), le 12 février 1975, avec adresse au 152 Groot Gelmenlaan, 3800 Sint-Truiden (Belgique), en tant que gérant B est acceptée avec effet au 1^{er} octobre 2013.

- La nomination de Freddy de Petter, né à Berchem (Belgique), le 29 août 1958, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, en tant que gérant B est acceptée avec effet au 1^{er} octobre 2013.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013138160/20.

(130168345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Plustone, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4051 Esch-sur-Alzette, 68-70, rue du Canal.

R.C.S. Luxembourg B 172.290.

—
Les comptes annuels au 31.12.12 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013138162/10.

(130168482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

QGOG Constellation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 163.424.

—
Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Référence de publication: 2013138182/10.

(130168283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

PSPLUX, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 112.796.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'Associé unique tenue le 30 septembre 2013

Il a été décidé:

de transférer le siège social du 7A rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg au 124 bld de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg avec effet au 1^{er} octobre 2013.

Extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013138180/14.

(130167880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

QP International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9952 Drinklange, 15, Lampertskaul.
R.C.S. Luxembourg B 111.664.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013138184/10.

(130168355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Quantum Industries S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5244 Sandweiler, 2A, Ennert dem Bierg.
R.C.S. Luxembourg B 179.429.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Remich, le 30 septembre 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013138185/10.

(130168236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Rembrandt III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.231.550,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 88.973.

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société en date du 18 septembre 2013 que le mandat de Mme. Corine Frérot en tant que gérante unique de la Société est renouvelé pour une période d'un an, soit jusqu'à la prochaine assemblée statuant sur les comptes au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Pour extrait conforme
Rembrandt III S.à. r.l.

Référence de publication: 2013138192/15.

(130168454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Rembrandt I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.583.250,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 88.971.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Référence de publication: 2013138189/10.

(130168394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Société Immobilière Savatelle S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 129.050.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013138227/9.

(130168379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

RPFI Soparfi A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.350.025,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 72.289.

Les comptes consolidés de CBRE Retail Property Fund Ibérica LP au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013138197/13.

(130167819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

RPFI Soparfi B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 225.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 74.145.

Les comptes consolidés de CBRE Retail Property Fund Ibérica LP au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013138198/14.

(130167818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

S.à r.l. Gilbert, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 89-93, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 18.600.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour S.A R.L. GILBERT

FIDUCIAIRE EVERARD-KLEIN S.A R.L.

Référence de publication: 2013138200/11.

(130167957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

PS UK II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 124.620.

Il résulte d'une résolution circulaire prise par l'organe de gestion de la Société et datée du 2 octobre 2013 que le siège social de la Société a été transféré du 15 boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg au 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg avec prise d'effet à dater du 1^{er} septembre 2013.

L'adresse professionnelle du gérant Pramerica Luxembourg Corporate Directorship S.à r.l. a été transféré du 15 Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg au 2 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 octobre 2013.

Un Mandataire

Référence de publication: 2013138176/16.

(130168412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Parkridge WE Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 200.000,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 120.475.

—
EXTRAIT

1. La démission des gérants ci-dessous est acceptée avec effet immédiat au 10 Janvier 2012:

- Monsieur Benoît de Froidmont, demeurant au 370, route de Longwy, L - 1940 Luxembourg
- Monsieur Adrien Rollé, demeurant au 370, route de Longwy, L - 1940 Luxembourg

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013138131/13.

(130168207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

PFCE Czech II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 400.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 95.685.

—
Les comptes consolidés de CBRE Property Fund Central Europe LP au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013138154/14.

(130167920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

PFCE Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.142.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 95.702.

—
Les comptes consolidés de CBRE Property Fund Central Europe LP au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013138155/14.

(130167892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Southern Europe Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.
R.C.S. Luxembourg B 110.085.

—
Il résulte du procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration de la Société tenue en date de ce jour que les administrateurs, Mme Annie SWETENHAM, M. Fernand HEIM et Mme Jacqueline DE VALENTIN ainsi que le commissaire aux comptes, M. Marco RIES, se sont démis de leurs fonctions respectives avec effet immédiat.

Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Pour extrait conforme

SG AUDIT Sàrl

Référence de publication: 2013138237/13.

(130168259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

PFCE Hungary S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 6.464.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 95.699.

Les comptes consolidés de CBRE Property Fund Central Europe LP au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013138156/14.

(130167922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

PFCE Middle Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.311.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 96.469.

Les comptes consolidés de CBRE Property Fund Central Europe LP au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013138157/14.

(130167893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Priory International, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 172.644.

Extrait des résolutions prises lors du conseil de gérance tenu en date du 26 septembre 2013

Le Conseil de gérance décide de transférer le siège social de la Société du 55 AVENUE DE LA LIBERTE, L-1931 LUXEMBOURG au 22, AVENUE DE LA LIBERTE, L-1930 LUXEMBOURG avec effet au 1^{er} OCTOBRE, 2013.

Le gérant administratif, M. Cédric RATHS, a également transféré son adresse professionnelle au 22, AVENUE DE LA LIBERTE, L-1930 LUXEMBOURG.

Pour extrait

Pour la Société

Référence de publication: 2013138172/15.

(130167852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

SCHAUS et associés S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5958 Itzig, 11A, rue Espen.

R.C.S. Luxembourg B 103.681.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SCHAUS et associés

FIDUCIAIRE DES PME S.A.

Référence de publication: 2013138215/11.

(130168281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Privalux Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 27.282.

—
Extrait de la résolution unique prise par la Conseil d'Administration du 13 JUIN 2013.

Suite à l'accord obtenu par la Commission de Surveillance du Secteur Financier, nous avons chargé la société A3T, domiciliée 44, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-1330 Luxembourg du mandat de Réviseur d'Entreprises et ce jusqu'à l'Assemblée générale qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27/09/2013.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013138173/15.

(130168368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

PS UK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 93.236.

—
Il résulte d'une résolution circulaire prise par l'organe de gestion de la Société et datée du 2 octobre 2013 que le siège social de la Société a été transféré du 15 boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg au 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg avec prise d'effet à dater du 1^{er} septembre 2013.

L'adresse professionnelle du gérant Pramerica Luxembourg Corporate Directorship S.à r.l. a été transféré du 15 Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg au 2 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 octobre 2013.

Un Mandataire

Référence de publication: 2013138177/16.

(130168411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

PSPFINLUX, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 163.030.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'Associé unique tenue le 30 septembre 2013

Il a été décidé:

de transférer le siège social du 7A rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg au 124 bld de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg avec effet au 1^{er} octobre 2013.

Extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013138179/14.

(130167867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Salon Tiberi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4551 Differdange, 23, rue des Ecoles.
R.C.S. Luxembourg B 115.421.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013138214/9.

(130167843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Alianza Iberian Private Equity (Luxembourg-Six) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 151.238.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale du 9 septembre 2013

Il résulte de l'Assemblée Générale tenue le 9 septembre 2013 que:

Suite à la démission avec effet immédiat de la société Abacab S.à r.l. de son mandat de commissaire aux comptes, la société DMS & Associés S.à r.l. inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B46477, ayant son siège social au 43, boulevard Prince Henri L-1724 Luxembourg est nommée commissaire aux comptes avec effet immédiat jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27/09/2013.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013138375/17.

(130168808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2013.

AUX Canada Acquisition 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 601.674,09.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 174.609.

Veillez prendre note que Monsieur Luiz Arthur Andrade Correia, né le 15 octobre 1950 à Rio de Janeiro en Brésil, et ayant pour adresse le 154, Praia do Flamengo, a présenté sa démission en tant que gérant de classe A de la Société, effective à la date du 31 juillet 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AUX Canada Acquisition 3 S.à r.l.

Jacob Mudde

Gérant A

Référence de publication: 2013138390/15.

(130169228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Duferco Participations Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 49.308.

EXTRAIT

Comme décidé lors du Conseil d'Administration tenu en date du 30 septembre 2013, la Société prend acte de la démission de Monsieur Matthew De Morgan de son poste d'Administrateur de catégorie B avec effet au 30 septembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 octobre 2013.

Référence de publication: 2013138495/13.

(130168658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2013.

BRE/Europe Hotel I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 129.983.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013138420/9.

(130168841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Karoo Investment Fund S.C.A. SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 145.731.

In the year two thousand and thirteen, the first day of October,
before us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Karoo Investment Fund S.C.A. SICAV-SIF (the Shareholders), an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) in the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions), organised as a specialized investment fund (fonds d'investissement spécialisé) under the Luxembourg Law on specialised investment funds of 13 February 2007, as amended, with registered office at 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 145.731.

The Company was incorporated by a notarial deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 8 April 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 902 dated 29 April 2009. The articles of incorporation of the Company (the Articles) were amended for the last time on 21 May 2010.

The Meeting was opened with Johan Terblanche, solicitor, residing in Luxembourg, in the chair.

The Chairman appointed as Secretary Boris Ayache-Bourgoin, avocat à la cour, residing in Luxembourg.

The Meeting elected as Scrutineer Johan Terblanche, prenamed.

The bureau having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state that:

I. The majority of the Shareholders is present or represented, and the number of shares held by them are indicated on an attendance list. Said attendance list and the relevant proxies shall remain attached to the present deed to be filed together with it with the registration authorities.

II. It appears from the attendance list that 86,923,000 shares of the company, representing 86.03% of the share capital of the Company are represented at the present extraordinary general meeting and that the Meeting can validly decide on all items included in the agenda and which are known to the Shareholders.

III. The agenda of the meeting is as follows:

(1) Waiver of the convening notices;

(2) Consolidation of the Company and Karoo Investment Fund II S.C.A. SICAV-SIF (Karoo II) into a single fund with a simplified share structure, with the Company acquiring all the assets and liabilities of Karoo II at net asset value and with the consideration payable in Company shares issued at net asset value, with net asset value determined as at 30 September 2013;

(3) Approval of the redemption opportunity offered to all shareholders of the Company on 30 September 2013, free of costs and charges;

(4) Extension of the term of the Company from 8 May 2014 until 31 January 2016;

(5) Consolidation of the sixteen different series of Class A Shares into a single series, being Class A Series 1 shares;

(6) Amendment of the Company's private placement memorandum in view of the above changes, a copy of which has been provided to the shareholders of the Company;

(7) Amendment and full restatement of the articles of incorporation of the Company in view of the above changes;

(8) Amendment of the Company's shareholders register in order to reflect the above changes with power and authority to any manager of the Company, each individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the above changes in the register of shareholders of the Company; and

(9) Miscellaneous.

IV. The Meeting hereby takes the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to waive the convening notices.

Second resolution

The Meeting resolves to consolidate the Company and Karoo II into a single fund with a simplified share structure, with the Company acquiring all the assets and liabilities of Karoo II at net asset value and with the consideration payable in Company shares issued at net asset value, with net asset value determined as at 30 September 2013.

Third resolution

The Meeting resolves to approve the redemption opportunity offered to all Shareholders on 30 September 2013, free of costs and charges.

Fourth resolution

The Meeting resolves to approve the extension of the term of the Company from 8 May 2014 until 31 January 2016.

Fifth resolution

The Meeting resolves to consolidate the sixteen different series of Class A Shares into a single series, being Class A Series 1 shares.

Sixth resolution

The Meeting resolves to amend the Company's private placement memorandum in view of the above changes, a copy of which has been provided to the Shareholders.

Seventh resolution

The Meeting resolves to fully restate the Articles in view of the above changes, which shall henceforth read as follows:

I. Definitions - Form - Name - Registered Office - Duration - Purpose

Administration Agent	the Person appointed by the General Partner, in accordance with Luxembourg laws and regulations, to act as administration agent of the Fund from time to time;
Articles of Association	these articles of association of the Fund, as amended from time to time;
Base Currency	means the Euro (abbreviated as EUR or €);
Business Day	a day on which banks are open for business in Luxembourg other than a Saturday, Sunday or public holiday;
Class	each class of Shares in the capital of the Fund;
Class A Share	Class A participating redeemable Shares in the capital of the Fund;
CSSF	the Commission de Surveillance du Secteur Financier, the Luxembourg supervisory authority for the financial sector;
Company Law	the Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended from time to time;
Custodian	such credit institution within the meaning of the Luxembourg law dated April 5, 1993 relating to the financial sector, as amended, that may be appointed as custodian of the Fund, in accordance with Luxembourg laws and regulations and Article 17 of these Articles of Association;
Direct Real Estate	Real Estate Assets held in the name of the Fund or through wholly owned special purpose vehicles;
Distributions	all distributions made in accordance with these Articles of Association;
Domiciliary Agent	the Person appointed by the General Partner as domiciliary agent of the Fund from time to time;
Formation Date	8 April 2009;
Fund	Karoo Investment Fund S.C.A. SICAV-SIF, an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) in the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) organised as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé);
Fund Documents	each of: (a) these Articles of Association; (b) the Private Placement Memorandum; and (c) the Subscription Agreement;
Gross Asset Value or GAV	the gross assets of the Fund as of any Valuation Day;
General Meeting	a general meeting of Shareholders convened in accordance with the provisions of these Articles of Association;
General Partner	Karoo Investment, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
Hurdle Rate	a return of 8% compounded annually over the period commencing on 8 May 2009 in the case of Series 1 Shares and on the issue date for any subsequent Series, and ending on the day on which the Incentive Fee becomes payable, on each financial year end thereafter and, in respect of Shares to be redeemed, on the relevant redemption day;
Incentive Fee	the fee payable to the General Partner in accordance with the provisions of these Articles of Association and the Private Placement Memorandum at a rate of 20% of total return over a compounded Hurdle Rate

	(compounded annually) calculated and accrued or written back (as the case may be) monthly as of the relevant Valuation Day but only becomes payable on 31 January 2016 and on each date of redemption of Shares (in respect of the redeemed Shares only) and, if the term of the Fund is extended beyond 31 January 2016 in accordance with the provisions of these Articles of Association and the Private Placement Memorandum, on each financial year end of the Fund and immediately prior to the winding up and liquidation of the Fund;
Initial Offer Period	the period which started on the Formation Date and ended on 8 May 2009;
Initial Subscription Price	the price at which the Shares were issued, during the Initial Offer Period, as determined by the General Partner, being EUR 1,000 per Share;
Investment(s)	any investment made by the Fund in accordance with the provisions of these Articles of Association and the Private Placement Memorandum;
Investor	any Person who has signed and returned a Subscription Agreement that has been accepted by the General Partner (for the avoidance of doubt, the term includes, where appropriate, the Shareholders);
Luxembourg GAAP	generally accepted accounting principles in Luxembourg;
Management Fee	the management fee payable to the General Partner in accordance with the provisions of these Articles of Association and the Private Placement Memorandum at a rate of 0.125% per month (1.5% per annum) of GAV excluding cash on deposit less any loans outstanding that were raised to finance Direct Real Estate and 0.04167% per month (0.5% per annum) of the value of cash on deposit (i.e. any asset of the Fund which is not an Investment) calculated, accrued and payable by the Fund to the General Partner on a monthly basis, based on the relevant GAV as adjusted for loans against Direct Real Estate on the relevant Valuation Day;
Management Share	the non-participating management share subscribed and held by the General Partner, having the characteristics and carrying the rights and obligations as set out in the Private Placement Memorandum and these Articles of Association;
NAV or Net Asset Value	the net asset value of the Fund or of a Class or Series of Shares in the Fund (as the context requires) from time to time, adjusted for the appropriate Management Fee and Incentive Fee, if any, determined in accordance with Article 13 of these Articles of Association;
Non-Qualified Person(s)	means any person, firm or corporate body, who is in breach of any law or requirement of any country or governmental authority and any person which is not qualified to hold Shares by virtue of such law or requirement or if in the opinion of the General Partner such holding may be detrimental to the Fund;
Person	any corporation, company, trust, fund, estate, unincorporated association or other legal entity, including an individual;
Private Placement Memorandum	the private placement memorandum of the Fund, as the same may be amended, supplemented and modified from time to time;
Real Estate Assets	immovable properties including land and improvements thereto, such as buildings, and inclusive of property held under leaseholds;
Real Estate Investment Vehicles	any public or private company, real estate investment trust or collective investment scheme which has more than 50% of its gross assets (by value) invested directly or indirectly in immovable property in the United Kingdom, Ireland, Western Europe, Canada or the United States of America or which derives more than 50% of its revenue or profit directly or indirectly from the holding of immovable property or the provision of services related to the direct or indirect holding of immovable property which includes a public or private company or real estate investment trust or collective investment scheme which has subsequent to the acquisition of the shares or participatory interest/unit liquidated some or all of its assets such that it no longer holds more than 50% (either directly or indirectly) in immovable property located in the United Kingdom, Ireland, Western Europe, Canada or the United States of America or no longer derives more than 50% of its revenue or profit directly or indirectly from the holding of immovable property or the provision of services related to the direct or indirect holding of immovable property;
Redemption Price	the price at which Shares are to be redeemed, being the most recent NAV per Share available in relation to the Shares to be redeemed, adjusted for the appropriate Management Fee and Incentive Fee, if any;
Register	the register established and maintained by the Registrar, Transfer and Paying Agent recording the ownership of the Shares from time to time;

Registrar, Transfer and Paying Agent Series	the Person appointed by the General Partner as registrar, transfer and paying agent of the Fund from time to time; each series of Shares, denoted by a natural number, with each Series corresponding to a specific Subscription Date, as determined by the General Partner for each Class of Shares;
Service Providers	the Custodian, the Administration Agent, the Registrar, Transfer and Paying Agent, the Domiciliary Agent and any other agents as may be appointed from time to time by the General Partner;
Share	a share without par value in the share capital of the Fund which may be issued pursuant to these Articles of Association at any time at the Subscription Price and excluding the Management Share;
Shareholder	any Investor who holds Shares;
SIF Law	the Luxembourg law dated February 13, 2007, relating to specialised investment funds, as amended from time to time;
Subscription Agreement	each subscription agreement entered into by the Fund and a prospective Investor and setting out: (a) the number, Class and Series of Shares to be subscribed by such Investor, (b) the rights and obligations of such Investor in relation to its subscription for Shares, and (c) representations and warranties given by such Investor in favour of the Fund; or any such document which has been entered into or novated as a consequence of the transfer of a Shares as contemplated by Article 12 of these Articles of Association, in which case the details under (a) above will be replaced with the number of Shares transferred to the transferee;
Subscription Date	each day upon which the General Partner, in its sole discretion, accepts subscriptions for Shares in accordance with the provisions of these Articles of Association and the Private Placement Memorandum;
Subscription Price	the price at which Shares are to be issued, being the Initial Subscription Price in relation to the issuance of Shares issued on any day during the Initial Offer Period, and being the most recent NAV per Share available in relation to the issuance of Shares issued at each subsequent Subscription Date;
Valuation Day	the last day of each calendar month and any other date as the General Partner may in its sole discretion determine for purposes of calculating the NAV;
Well Informed Investor	a Person who is a “well-informed investor” within the meaning of article 2 of the SIF Law; being an institutional investor, a professional investor or any other investor who: (a) has confirmed in writing that he adheres to the status of “well-informed investor”; and (b) either (i) invests a minimum of € 125,000 (or its equivalent in any other currency) in the Fund; or (ii) has obtained an assessment made by (A) a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC; (B) an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC; or (C) a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC, certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in the Fund.

1. Form and Name. There exists among the subscribers and all those who may become owners of Shares hereafter issued, an investment company with variable capital (“société d’investissement à capital variable”) in the form of a corporate partnership limited by shares (“société en commandite par actions”) organised as a specialised investment fund under the name of Karoo Investment Fund S.C.A. SICAV-SIF (hereinafter the Fund), which is governed by the Company Law, the SIF Law, as well as by the present Articles of Association.

2. Registered Office.

2.1 The registered office of the Fund is established in Luxembourg city, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the General Partner. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by decision of the General Partner.

2.2 In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent which would or could interfere with the normal activities of the Fund at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Fund which, notwithstanding such temporary transfer, will remain a Luxembourg company.

3. Duration.

3.1 The Fund's term will expire on 31 January 2016 unless notice of an extension of continuation for a period of up to twelve (12) months has been served on Shareholders no less than six (6) months before the end of the term. Such notice may be given an unlimited number of times, and the term of the Fund is perpetually renewable by means of notice in such manner at the sole discretion of the General Partner.

3.2 If the General Partner decides to continue the Fund after the expiration of the term, it will provide all Shareholders with a notice confirming its intentions by no later than six (6) calendar months before the end of the term. Shareholders will, in accordance with the terms specified under section "Redemption of Shares" below, be allowed to redeem their Shares on the expiration date of the Fund's term and yearly thereafter.

3.3 Should notice be given by the General Partner that the Fund will continue after 31 January 2016, any Shareholders holding A Shares and who have not redeemed their Shares will be able to redeem their Shares in part, or in full, annually on 31 January of each calendar year, subject to receipt by the Administration Agent of a valid redemption request no less than three (3) calendar months before the relevant date.

4. Purpose.

4.1 The exclusive purpose of the Fund is the collective investment of the funds available to it into Investments in order to spread the investment risks and to ensure for the Investors the benefit of the results of the management of its assets.

4.2 The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the SIF Law.

II. Capital - Shares - Net Asset Value

5. Share Capital.

5.1 The capital of the Fund shall at any time be equal to its total net assets as defined in Article 13 hereof and shall be represented by fully paid-up Shares of no par value.

5.2 The initial capital of the Fund is set at thirty-one thousand Euro (€ 31,000), divided into one (1) non-participating management share and thirty (30) Series 1 Class A Shares, all fully paid-up and of no par value.

5.3 The minimum capital of the Fund shall be one million two hundred and fifty thousand Euro (€ 1,250,000.-).

5.4 The General Partner was authorised without any limitation to issue an unlimited number of additional fully paid up Shares on the last Business Day of each calendar month during the period which ended on 30 June 2010 at the Subscription Price, in accordance with the provisions of these Articles of Association and the Private Placement Memorandum. The General Partner, in its sole discretion, may determine additional days for the issuance of new Shares at Net Asset Value. No further Management Share will be issued.

5.5 Unless otherwise provided for in these Articles of Association, Shares have no preferential or pre-emption rights and are subject to any redemption restrictions as provided for in Article 11 of these Articles of Association.

5.6 The General Partner may, in its discretion, impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued. The Fund may offer different Series of Shares. Each Series corresponds to a specific period.

5.7 The General Partner is authorised to issue different Classes of Shares, which may carry different rights and obligations inter alia with regard to the redemption features attaching to each Class of Shares. Shareholders holding Shares of the same Class will be treated equally pro-rata to the number of the Shares held by them. The Shares of each Class will participate equally, on a pro rata basis, in the assets of the Fund allocable to that Class.

5.8 As of the Formation Date, Class A Shares may be issued in addition to the non-participating Management Share, issued to the General Partner on the Formation Date:

Class A Shares are subscribed by the Shareholders and are freely transferable except to or for the benefit of Persons who do not satisfy the Eligibility Requirements or who are Non-Qualified Persons.

5.9 On the allotment of any Share, the General Partner or its authorised agent shall:

(i) designate the Class of Shares to which the Share shall belong;

(ii) designate the series of Shares to which such Share shall belong in accordance with the provisions of Article 5.10; and

(iii) on the first issue of Shares of each Class, designate the series of that class as the initial Series.

5.10 Shares within each Class may be designated in separate Series, with each Series corresponding to a specific Subscription Date, as determined for each Class. Shares of each Series will have the same characteristics as the Shares of each other Series of the same Class. Shares of differing Series but of the same Class will differ only in respect of their Subscription Date and thus in respect of any right or obligation based on such Subscription Date, including but not limited to fees and allocations to be paid or transferred.

5.11 Shares may not be converted to Shares of another Class.

5.12 At the discretion of the General Partner, Shares will be issued at any time at the Subscription Price applicable at the relevant Subscription Date.

6. Eligible Shareholders.

6.1 Issuance and transfer of the Shares of the Fund are restricted to or for the benefit of Well-Informed Investors. The conditions pertaining to the Well-Informed Investor status are not applicable to the members of the General Partner and other persons who intervene in the management of the Fund.

6.2 If any Well-Informed Investor is an insurance undertaking, that undertaking must subscribe for Shares in its own name and remain the sole legal owner of the Shares, without any possibility of transfer to its policy holders.

7. Form of Shares.

7.1 Fractional Shares may be issued up to three (3) decimal places and the rights attaching to fractional Shares shall be proportionate to the fraction, save as otherwise provided in these Articles of Association.

7.2 All issued Shares of the Fund shall be registered in the Register, which shall be kept by the Fund or by one or more persons designated thereto by the Fund, and such Register shall contain the name of each legal owner, his residence or elected domicile as indicated to the Fund, the number, Class and Series of Shares held by him, the Subscription Price per Share and the date of issue of such Shares.

7.3 All Shareholders shall provide the General Partner with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register.

7.4 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the Register and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or at such other address as may be so entered into by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register by means of a written notification to this effect addressed to the General Partner or the Fund at the Fund's registered office, or to such other address as may be set by the Fund from time to time.

7.5 The Fund recognises only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Shares is disputed, all Persons claiming a right to such Shares have to appoint one single attorney to represent such Shares towards the Fund. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Shares.

7.6 Share certificates or confirmations of ownership will be jointly signed by the General Partner and the Custodian. Share certificates or confirmations of ownership will be delivered by the General Partner upon special written request from the relevant Shareholder provided that payment therefore has been received by the Administration Agent from that Shareholder, within the time frame set out in the Private Placement Memorandum, and such Shareholders' details and the details pertaining to the issuance of Shares have been recorded in the Register in accordance with these Articles of Association.

8. Subscription and Ownership of Shares.

8.1 Well-Informed Investors wishing to subscribe for Shares in the Fund must execute and deliver to the Administration Agent, within the time frame set out in the Private Placement Memorandum, a Subscription Agreement which, upon acceptance, will be signed by the General Partner.

8.2 The minimum amount of the initial subscription by each Shareholder will be five hundred thousand Euro (€ 500,000). The General Partner may accept subscriptions for lesser amounts at its discretion, but has no discretion to accept an initial subscription of less than one hundred and twenty-five thousand Euro (€ 125,000) from any Shareholder. The minimum amount for additional subscriptions by each Shareholder who already owns Shares in the Fund is fifty thousand Euro (€ 50,000).

8.3 Shares of the relevant Series of the relevant Class of Shares will be issued at the Initial Subscription Price during the Initial Offer Period and shall thereafter be issued at a Subscription Price equal to the last available Net Asset Value per Share on each subsequent Subscription Date.

8.4 The Subscription Price payable by each Shareholder who subscribes for Shares must be fully paid in cash, within the time frame set out in the Private Placement Memorandum, or may, in the discretion of the General Partner and with its written approval, be paid in consideration of the contribution to the Fund of securities or other assets which qualify as Investments and which comply with all applicable restrictions and requirements set out in the Private Placement Memorandum and by the applicable law. Securities contributed to the Fund will be valued independently in a special report by an authorized independent auditor (réviseur d'entreprises agréé), established at the expense of the contributing Person. Transaction charges, if any, will be chargeable to the Person in respect of such contribution in kind, unless otherwise provided for in the Fund Documents.

8.5 The General Partner has the right, in its absolute discretion, to accept or reject any application to subscribe for Shares and may either reserve the subscription for any Class of Shares to a specific Person or category of Persons or may further restrict or prevent the ownership of Shares or of any Class of Shares by specific categories of Persons. The General Partner may require any subscriber to provide it with any information that it may consider necessary for the purpose of deciding whether or not such Person is eligible to subscribe for Shares.

8.6 On the basis of the information received by, and with the assistance of, the General Partner, the Registrar, Transfer and Paying Agent must be able to verify that prospective Shareholders in the Fund comply with the status of Well-Informed Investor.

8.7 Subject to the General Partner's acceptance, Shares of the Fund will be issued upon receipt of the Subscription Price paid by a Shareholder within the time frame set out in the Private Placement Memorandum.

8.8 The General Partner may temporarily suspend the subscription of Shares upon the occurrence of any of the events set forth under Article 13 of these Articles of Association and in the Private Placement Memorandum.

9. Management Fee.

9.1 The General Partner shall be entitled to a Management Fee based upon the gross assets of the Fund as of any Valuation Day.

9.2 The Management Fee shall be calculated in accordance with the provisions of the Private Placement Memorandum.

10. Incentive Fee.

10.1 The General Partner shall be entitled to, and shall receive, an Incentive Fee, calculated and accrued (for positive performance) and written back (for negative performance) monthly, but the cumulative accrued Incentive Fee (if any), being 20% of total return of the difference between the actual return and the compounded Hurdle Rate (compounded annually), will become due and payable on 31 January 2016 and on each date of redemption of Shares (in respect of the redeemed Shares only) and, if the term of the Fund is extended beyond 31 January 2016, annually at the end of each financial year and immediately prior to the winding up and liquidation of the Fund.

10.2 Incentive Fees will be charged on the Shares on a Series-by-Series basis.

10.3 In respect of Shares which are redeemed, the Incentive Fee applying to the redeemed Shares will be calculated and charged against such Shares on each day on which a redemption occurs.

11. Redemption of Shares.

11.1 The General Partner will redeem Shares subject to timely receipt of a qualifying redemption request and in accordance with the terms of the Private Placement Memorandum and the Articles of Association.

Class A Shares may be redeemed, subject to receipt by the Administration Agent of a valid redemption request no less than three (3) calendar months before the expiration of the term of the Fund and on each subsequent (annual) anniversary of such date, at a price equal to the last available NAV per Share, subject to receipt by the Administration Agent of a valid redemption request no less than three (3) calendar months before the relevant anniversary date or such shorter period as the General Partner determines in its discretion.

Save as otherwise provided herein, no redemption of Shares may occur.

11.2 The General Partner may, in its sole and unfettered discretion, decide to compulsorily (i.e. without the consent of the affected Shareholder) repurchase the Shares of any Shareholder if:

- (i) the Shareholder is not or ceases to qualify as a Well-informed Investor;
- (ii) the Shareholder is or becomes a Non-Qualified Person;
- (iii) the Shareholder has materially violated any provision of the Fund Documents; or
- (iv) if the General Partner, in its sole discretion, determines to do so.

Shares subject to compulsory redemption upon decision of the General Partner shall no longer participate in any distribution as of the date specified by the General Partner, which may not be earlier than the date of occurrence of any of the events mentioned in i), ii), iii) or iv) above.

11.3 Shares will be redeemed at the Redemption Price.

11.4 Redeemed Shares will be cancelled.

11.5 For all redemptions, the Redemption Price will generally be paid within twenty (20) Business Days following the date of the redemption of the Shares. Notwithstanding anything to the contrary contained herein, the interest shall not apply and shall not accrue during any period during which the calculation of the NAV has been suspended or the redemption of Shares have been temporarily suspended in accordance with the terms of the Private Placement Memorandum and these Articles of Association.

11.6 The General Partner may satisfy redemption requests and pay the Redemption Price in a number of ways, including utilising cash in the Fund, by utilizing temporary subscription borrowings or by utilising available proceeds. The General Partner may, in addition and subject to the written consent of the relevant Shareholder, satisfy redemption requests by way of payment in specie of securities or other assets for which the General Partner will seek a valuation from an independent expert.

11.7 The General Partner may, in its sole and unfettered discretion, establish reserves or hold back a portion of the redemption proceeds payable to a Shareholder (notwithstanding the fact that such redemption is compulsory) for estimated accrued expenses, liabilities, and contingencies which would or could reduce the amount of a distribution upon redemption.

11.8 The General Partner may temporarily suspend the redemption of Shares:

(i) when for any other reason the prices of any Investment owned by the Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

(ii) during any period when the General Partner is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition, of Investments or payments due on redemption of Shares cannot in the opinion of the General Partner be effected at normal rates of exchange; or

(iii) during any period when the calculation of the NAV has been suspended in accordance with the provisions of the Private Placement Memorandum and these Articles of Association.

12. Transfer.

12.1 Subject to these Articles of Association and the provisions of the Private Placement Memorandum, Shares in the Fund are freely transferable except to or for the benefit of Persons who do not qualify as Well-Informed Investors or who are Non-Qualified Persons.

12.2 Upon any valid transfer of Shares as evidenced by entry of the transferee's name into the Register, the transferee will have all the rights and will be subject to all of the obligations of the transferor existing or arising on or after the date of transfer as if such transferee had been originally admitted to the Fund instead of the transferor, effective as of the date of the relevant transfer of Shares. In the event of a transfer of Shares of part only of a Shareholder's Shares, the provisions of the immediately preceding sentence will, mutatis mutandis, be applicable on a pro rata basis. No Shareholder may grant limited rights over its Shares or the right to receive distributions and no Shareholder may dispose of, or grant a limited right over, any other right it may have against the Fund.

12.3 The General Partner shall cause the transfer or the redemption of the Shares (as the case may be) of any Shareholder, if such Shareholder is not or ceases to qualify as Well-Informed Investor or is or becomes a Non-Qualified Person.

III. Net Asset Value Determination

13. Valuation Policy and Calculation of the NAV.

13.1 The General Partner adopts a policy of valuing the investment of the Fund on the last day of each calendar month and at any other time required by the General Partner in its discretion. The NAV will be determined by the Administration Agent under the responsibility of the General Partner in accordance with the provisions of these Articles of Association and the Private Placement Memorandum.

13.2 The NAV of the Fund will be equivalent to its gross assets less its gross liabilities as of any Valuation Day. The NAV of a Class of Shares will be equal to the gross assets allocable to that Class less the gross liabilities attributable to such Class as of any Valuation Day. The NAV per Share (if applicable) is determined by dividing the NAV allocable to the particular Class by the number of outstanding Shares of that Class. Shares within each Series will have the same NAV per Share as other Shares of that Series of the relevant Class.

13.3 The assets and liabilities of the Fund will be valued in accordance with Luxembourg GAAP, resulting, in the opinion of the General Partner, in a NAV, which reflects the fair value of the underlying assets and liabilities of the Fund. The General Partner, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used on a consistent basis if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Fund in compliance with Luxembourg law. The General Partner may, in its discretion, provide reserves for estimated accrued expenses, liabilities or contingencies, even if such reserves are not required by Luxembourg GAAP.

13.4 The values of the Fund's assets are reviewed at least monthly by the Administration Agent assisted by the General Partner and audited at the end of each fiscal year by the Fund's auditor and may be revised as a result of such audit. Assets of the Fund may also be valued annually by an independent valuer in order to provide the General Partner with opinions on whether specific assets need to be repriced. Information or knowledge of events received after the publication of the NAV will only be taken into account on a prospective basis in subsequent NAV calculations and may form a reconciling item in the annual audited financial statements of the Fund.

13.5 The base currency of the Fund is Euro. Assets and liabilities not denominated in Euro will be translated into Euro at prevailing exchange rates at the relevant Valuation Day as determined by the General Partner. If such rate of exchange is not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

13.6 The assets of the Fund shall include:

1. all cash in hand, receivable or on deposit, including any interest accrued thereon;
2. all bills and notes payable on demand and any account due (including proceeds of securities or any other assets sold but not delivered);
3. all securities, participatory interests, shares, bonds, time notes, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants and other securities, money market instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund;
4. all interest accrued on any interest-bearing assets, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
5. all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund;
6. holdings in convertible and other debt securities of real estate companies;

7. all properties or property rights registered directly or indirectly in the name of or on behalf of the Fund;
8. the preliminary expenses of the Fund, including the cost of issuing and distributing Shares of the Fund, insofar as the same have not been written off and insofar the Fund shall be reimbursed for the same;
9. the liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Fund has an open position in; and
10. all other assets of any kind and nature, including expenses paid in advance.

13.7 The value of such assets shall be determined at fair value with due regard to the following principles:

(i) the value of any cash on hand or deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(ii) securities listed and traded primarily on one or more recognised securities exchanges shall be valued at their last known prices on the valuation date (and if such securities are listed on more than one exchange, they shall be valued at the last known price on the primary exchange);

(iii) investment in underlying undertakings for collective investment are taken at their last official net asset value known in Luxembourg at the time of calculating the NAV of the Fund. If such price is not representative of the fair value of such assets, then the price shall be determined by the General Partner on a fair value basis. Investments subject to bid and offer prices are valued at their mid-price, if not otherwise determined by the General Partner;

(iv) unlisted securities for which over-the-counter market quotations are readily available (included listed securities for which the primary market is believed to be the over-the-counter-market) shall be valued at a price equal to the last reported price as supplied by recognised quotation services or broker-dealers;

(v) properties or property rights registered in the name of the Fund or any of its subsidiaries, joint-ventures or affiliates as well as direct or indirect shareholdings of the Fund or any of its subsidiaries, joint-ventures or affiliates in intermediate companies shall be valued by one or more independent valuers, provided that the Fund may deviate from such valuation if deemed in the interest of the Fund and its Shareholders and provided further that such valuation may be established at the end of the fiscal year (such properties will be held at cost until the first valuation) and used throughout the following fiscal year unless there is a change in the general economic situation or in the condition of the relevant properties or property rights held by the Fund or by any of its subsidiaries, joint ventures or affiliates or by any controlled property companies which requires new valuations to be carried out under the same conditions as the annual valuations; and

(vi) all other non-publicly traded securities, other securities or instruments or investments for which reliable market quotations are not available, and securities, instruments or investments which the Fund determines in its discretion that the foregoing valuation methods do not fairly represent the fair value of such securities, instruments or investments, will be valued by the General Partner in good faith using methods it considers appropriate, having regard to applicable market standards as applied from time to time or any subsequent update of such guidelines.

13.8 The liabilities of the Fund shall include:

1. all loans, bills and accounts payable;
2. all accrued interest on loans (including accrued fees for commitment for such loans);
3. all accrued or payable expenses (including administrative expenses, advisory and management fees, including incentive fees, custodian fees, and corporate agents' fees);
4. all known liabilities, present or future, including all matured contractual obligations for payment of money, including the amount of any unpaid distributions declared by the Fund;
5. an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the calculation day, as determined from time to time by the Fund, and other reserves (if any) authorised and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Fund; and
6. all other liabilities of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles.

In determining the amount of such liabilities the General Partner shall, with due regard to the expenses borne by the General Partner out of its management fee, take into account all expenses payable by the Fund which shall include formation expenses, fees, expenses, disbursements and out-of-pocket expenses payable to its accountants, lawyers, custodian and its correspondents as well as any other agent employed by the Fund, the remuneration of the members of the board of managers of the General Partner and their reasonable out-of-pocket expenses and reasonable travelling costs in connection with the meetings of the board of managers of the General Partner, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Fund with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, licensing fees for the use of the various indexes, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, printing, advertising and distributing the Private Placement Memorandum, further explanatory sales documents, periodical reports or registration statements, the costs of publishing the NAV and any information relating to the estimated value of the Fund, the cost of printing certificates, if any, and the costs of any reports to Shareholders, the cost of convening and holding Shareholders' and the meetings of the board of managers of the General Partner, all taxes, duties, governmental and

similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, transaction fees, the cost of publishing the issue and redemption prices, interests, bank charges and brokerage, postage, insurance, telephone and telex. The Fund may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

13.9 For the purposes of the NAV computation:

1. Shares of the Fund to be redeemed shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the General Partner on the relevant valuation time and from such time and until paid by the Fund the price therefore shall be deemed to be a liability of the Fund;

2. Shares to be issued by the Fund shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the valuation time, and from such time and until received by the Fund the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Fund;

3. all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency in which the NAV is calculated shall be valued after taking into account the rate of exchange prevailing on the principal regulated market of each such asset on the dealing day preceding the valuation time; and

4. where on any valuation time the Fund has contracted to:

a. purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Fund and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Fund;

b. sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Fund and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Fund;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such valuation time, then its value shall be estimated by the General Partner.

In the event that the calculation methods mentioned in this section are inappropriate or misleading, the General Partner may adjust the value of any Investment or permit some other method of valuation to be used if it considers that the circumstances justify that such adjustment or other method of valuation should be adopted to reflect more fairly the value of such Investment.

13.10 The General Partner may suspend the calculation of the NAV and the issue and redemption of Shares of any Class or Series in any of the following cases:

(i) where, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the Administration Agent or the General Partner, disposal of the assets is not reasonable or normally practicable without being seriously detrimental to the interest of Shareholders;

(ii) where it is not reasonably practicable to determine the NAV on an accurate and timely basis;

(iii) where, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions are rendered impracticable or purchases and sales of the assets of the Fund cannot be effected at normal rates of exchange;

(iv) during any period during which any stock exchange on which a substantial portion of the Fund's investments are quoted is closed, other than for ordinary holidays and weekends, or during periods in which dealings in such stock exchange are restricted or suspended;

(v) during any period during which, in the sole and absolute discretion of the General Partner, disposal of a substantial portion of investments by the Fund would not be reasonable or practical;

(vi) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments or any position the Fund holds, or when for any other reason the prices or values of any investments owned by the Fund cannot be reasonably or promptly ascertained;

(vii) during any period in which the transfer of funds involved in the realization or acquisition of any investments by the Fund cannot be effected at normal rates of exchange;

(viii) when there exists, in the opinion of the Administration Agent, a state of affairs where the disposal of the Fund's assets, or the determination of the NAV or the NAV per Share, would not be reasonably practicable or would be seriously prejudicial to the non-redeeming Shareholders;

(ix) if the Administration Agent reasonably deems it necessary to do so to comply with anti-money laundering and other similar laws and regulations applicable to the Fund, the Service Providers, or any of their affiliates, subsidiaries or associates;

(x) for any period during which the redemption of Shares would cause a breach or default under any covenant in any agreement entered into by the Fund for borrowing or cash management purposes; and

(xi) when a decision is made to liquidate or dissolve the Fund.

13.11 No Shares shall be issued or redeemed when the calculation of NAV is suspended.

13.12 Any suspension of issue or redemption of Shares or calculation of NAV or any reinstatement following a suspension thereof, as the case may be, shall be published, if appropriate, by the General Partner. All Shareholders, holding Shares which are subject to such suspension of issue or redemption or determination of NAV or reinstatement following a suspension thereof, will be notified within ten (10) Business Days by the Administration Agent of such suspension of issue or redemption of Shares or determination of NAV or reinstatement following a suspension thereof.

IV. Administration and Supervision

14. Powers of the General Partner.

14.1 Shareholders do not generally have a right to participate in the management of the Fund. The Fund is managed by the General Partner, who shall always be an unlimited shareholder of the Fund (associé gérant commandité) and who shall be personally, jointly and severally liable with the Fund for all liabilities which can not be met out of the assets of the Fund. The Shareholders shall refrain from acting in a manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in General Meetings.

14.2 The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Fund's purpose, in compliance with the investment purpose as determined in accordance with Article 4 hereof and the Private Placement Memorandum.

14.3 Vis-à-vis third parties, the Fund is validly bound by the sole signature of the General Partner acting through one or more authorised signatories or by the individual or joint signatories or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner as the General Partner shall determine in its discretion.

14.4 All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Association to the General Meeting are in the competence of the General Partner. The General Partner shall hold a veto right against all decisions of the General Meeting which affect the rights of the Fund towards third parties and which amend the Articles of Association.

15. Delegation of Powers.

15.1 The General Partner may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Fund deems necessary for the operation and management of the Fund. Such appointments may be cancelled at any time by the General Partner. The officers need not be Shareholders of the Fund. Unless otherwise stipulated by these Articles of Association, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the General Partner. The General Partner may furthermore appoint other agents, who need not to be members of the General Partner and who will have the powers determined by the General Partner.

15.2 The General Partner may from time to time create one or several committees composed of members of the General Partner and/or external Persons and to which it may delegate powers and roles as deemed appropriate in its sole discretion.

16. Removal of the General Partner.

16.1 The General Partner may be removed at a General Meeting by the affirmative vote of Shareholders representing a majority of 75% of the votes cast and where at least 50% of the voting rights is represented. A resolution to remove the General Partner may only be adopted in the case of

(i) any action by the General Partner, or any person to whom the General Partner has delegated any part of its duties, which has been determined by an arbitrator or competent court in a final decision to constitute a fraud and which is not remedied within sixty (60) days after notification to or the coming to the General Partner's attention; or

(ii) the determination by an arbitrator or competent court that the General Partner, or any person to whom the General Partner has delegated any part of its duties, has/have wilfully or through gross negligence committed a breach of one or more provisions of the Fund Documents, and which is not remedied within sixty (60) days after notification to or the coming to the General Partner's attention.

Such resolution shall not require the General Partner's consent.

16.2 The General Partner may not be removed from its capacity as managing general partner of the Fund in any other event, except as otherwise expressly provided by the Company Law and by these Articles of Association.

16.3 Upon the removal of the General Partner, a new managing general partner shall be elected in a General Meeting with the majority requirements set out in Article 16.1 above, which shall substitute, subject to the prior approval of the CSSF, the General Partner as managing general partner of the Fund by the accomplishment of any relevant and appropriate formalities, and which shall assume the General Partner's obligations as managing general partner of the Fund.

17. Custodian.

17.1 To the extent required by the SIF Law, the Fund shall enter into a custodian agreement with a Luxembourg credit institution which shall satisfy the requirements of the SIF Law.

17.2 The Custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the SIF Law.

17.3 The duties of the Custodian shall cease:

(i) in the case of the voluntary withdrawal of the Custodian or its removal by the General Partner; in such case, the General Partner shall use its best endeavours to appoint a new custodian for the Fund within two (2) months of the effective date of such retirement or removal; or

(ii) in the event that the Custodian or the Fund have (a) been declared bankrupt, (b) obtained a suspension of payments, (c) entered into a composition with creditors, (d) been placed under controlled management or any similar proceedings, or (e) been put in liquidation; or

(iii) where the CSSF withdraws its authorisation of the Custodian or the Fund.

18. Conflicts of interest.

18.1 No contract or other transaction between the Fund and any other fund, company or firm shall be affected or invalidated by the fact that one or more of the managers or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other fund, company or firm. Any manager or officer of the General Partner who serves as a director, associate, officer or employee of any fund, company or firm, with which the Fund shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other fund, company, or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or business.

18.2 In the event that any manager or officer of the General Partner may have in any transaction of the Fund an interest different to the interests of the Fund, such manager or officer shall make known to the General Partner such conflict of interest and shall not consider or vote on any such transaction and such transaction, and such manager's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding General Meeting.

18.3 The term "conflict of interest", as used in this Article, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the initiator of the Fund, any investment advisor of the Fund, the Service Providers, the distributors as well as any other person, company or entity as may from time to time be determined by the General Partner in its discretion.

19. Indemnification.

19.1 The Fund may indemnify any manager or officer of the General Partner or any committee member of the Fund and his heirs, executors and administrators against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the General Partner or a committee member of the Fund or, at its request, of any other company of which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or willful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Fund is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty.

19.2 The General Partner may decide that expenses effectively incurred by any manager or officer of the General Partner or any committee member of the Fund in accordance with this Article may be advanced to the indemnified party, provided that this manager or officer of the General Partner or committee member of the Fund will repay the advanced amounts if it is ultimately determined that he has not met the standard of care for which indemnification is available.

19.3 The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which any manager or officer of the General Partner or any committee member of the Fund may be entitled.

19.4 The Fund may furthermore indemnify any third party, including (without limitation) any investment advisor, the Custodian, the Administration Agent, the Registrar, Transfer and Paying Agent and the Domiciliary Agent and their affiliates as well as each of their respective officers, managers, directors, shareholders, agents and employees out of the assets of the Fund against any liabilities, actions, proceedings, claims, costs, demands and expenses incurred or threatened by reason of it or him having acted in such capacity provided that such Person has acted pursuant to the receipt of proper instructions and within the terms and conditions of any contractual agreement in full force and in effect between the Fund and the indemnified Person.

20. Auditor. The accounting data related in the annual report of the Fund shall be examined by the auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the General Partner and remunerated by the Fund. The auditor of the Fund shall fulfill all duties prescribed by the SIF Law.

V. General Meetings - Fiscal Year - Distributions

21. Representation. The General Meeting shall represent the entire body of Shareholders of the Fund. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders of the Fund. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Fund, each time subject to the veto right of the General Partner.

22. General Meetings of Shareholders.

22.1 The General Meeting shall meet upon call by the General Partner. The General Partner shall also be obliged to convene a General Meeting within a period of one (1) month, if Shareholders representing 1 /10th of the capital require so in writing with an indication of the agenda.

22.2 The annual General Meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Fund in Luxembourg-City or any other place specified in the convening notice on the first Tuesday of May at 11:00 a.m. If such day is not a Business Day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following Business Day. The first annual General Meeting was held at 11:00 a.m. on Tuesday, May 4th, 2010.

22.3 Other General Meetings may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

22.4 Shareholders shall meet upon call by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda sent by registered letter at least ten (10) calendar days prior to the meeting to each Shareholder at the address indicated in the

Register. The agenda shall be prepared by the General Partner except in the instance where the meeting is called on the written demand of the Shareholders in which instance the General Partner may prepare a supplementary agenda.

22.5 If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the General Meeting may take place without notice of meeting.

22.6 The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any General Meeting.

22.7 The business transacted at any General Meeting shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

22.8 Each Share, regardless of the NAV per Share is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Association. Only full Shares are entitled to vote.

22.9 A Shareholder may act at any General Meeting by giving a written proxy to another Person, who need not be a Shareholder.

22.10 Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority of the votes cast.

22.11 The General Partner shall hold a veto right against all decisions of the General Meeting which affect the rights of the Fund towards third parties and which amend the Articles of Association.

23. Fiscal year. The fiscal year of the Fund starts on the first day of January and finishes on the last day of December each year.

24. Distributions.

24.1 It is not envisaged that the Fund will make distributions. Notwithstanding the foregoing, the General Partner reserves the right, in its sole discretion, at any time to declare and distribute the proceeds resulting from the disposal of the Fund's Investments and other assets or the income received from the Fund's Investments and other assets to Shareholders.

24.2 Unless otherwise provided for by these Articles of Association, each Shareholder will be treated equally, with respect to distributions, to other Shareholders owning Shares of the same Series of the same Class pro rata to the number of Shares of the relevant Series of the relevant Class owned by it. Each Share entitles, upon issue, its owner to a proportional part of the distributions made to Shareholders who own Shares of that Series of the relevant Class.

24.3 The payment of any distributions shall be made to the address indicated on the Register.

24.4 Distributions shall be paid in Euro.

24.5 Distributions prior to the dissolution of the Fund may be made in cash or (with the consent of the relevant Shareholder) by way of payment in specie of securities or other assets for which the General Partner will seek a valuation from an independent expert. Upon dissolution of the Fund, distributions may also include (with the consent of the relevant Shareholder) restricted securities and other assets of the Fund.

24.6 A dividend declared but not paid on a Share cannot be claimed by the holder of such Share after a period of five (5) years from the notice given thereof, unless the General Partner has waived or extended such period in respect of all Shares, and shall otherwise revert after expiry of the period to the Fund. The General Partner shall have power from time to time to take all steps necessary and to authorise such action on behalf of the Fund to perfect such reversion. No interest will be paid on dividends declared, pending their collection.

24.7 The Fund may, in the absolute discretion of the General Partner, make any reinvestments.

VI. Final Provisions

25. Dissolution and Liquidation.

25.1 The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting with a quorum of 50% of all the Shares issued and outstanding and adopted with a qualified majority of two thirds (2/3) of the votes cast and the consent of the General Partner.

25.2 Whenever the subscribed capital falls below two thirds (2/3) of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting by the General Partner. The General Meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes cast at such meeting.

25.3 The question of the dissolution of the Fund shall further be referred to the General Meeting whenever the subscribed capital falls below one fourth (1/4) of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding one fourth (1/4) of the Shares represented at such meeting.

25.4 The General Meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Fund have fallen below two thirds (2/3) or one fourth (1/4) of the legal minimum, as the case may be, in accordance with the provisions of the Company Law.

25.5 The liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities and need to be approved by the CSSF, appointed by the General Meeting, which shall determine their powers and remuneration.

25.6 In the event of the dissolution of the Fund, liquidation proceeds will be returned to each Shareholder pro rata to the number of Shares of the relevant Series of the relevant Class owned by it.

26. Amendments to the Articles of Association. These Articles of Association may be amended by a General Meeting subject to the quorum and majority requirements provided by the Company Law.

27. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Association shall be determined in accordance with the Company Law and the SIF Law.

Eighth resolution

The Meeting resolves to amend of the Company's shareholders register in order to reflect the above changes with power and authority to any manager of the Company, each individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the above changes in the Company's shareholders register.

There being no further business on the agenda, the Chairman closed the meeting.

Estimate of costs

The aggregate amount of costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to the Company by reason of this deed, are estimated at approximately EUR

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of the deed.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, the proxy holder signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: J. Terblanche, B. Ayache-Bourgoin et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils, le 8 octobre 2013. Relation: LAC/2013/45759. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Référence de publication: 2013146831/768.

(130179412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Jackysam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3843 Schifflange, 3, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 180.410.

STATUTS

L'an deux mille treize, le vingt-troisième jour de septembre.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Monsieur Samuel Edouard BAGNOLS, commerçant, né le 17 juillet 1966 à Nîmes (France), demeurant à F-30900 Nîmes, 6, rue Maréchal

ici représenté par Monsieur Pierre TEL, employé privé, demeurant à L-5829 Alzingen, 15, rue Josy Haendel, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 17 septembre 2013.

Ladite procuration, après signature «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Forme

Il est formé entre le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme («la Société»), régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg («les Lois») et par les présents statuts («les Statuts»).

Art. 2. Dénomination

La Société prend comme dénomination «JACKYSAM S.A.».

Art. 3. Objet social

La Société a pour objet social le commerce, la location, l'achat et la vente ainsi que l'import-export de jeux électroniques et mécaniques.

La Société a également pour objet le négoce et la location de véhicules de transport de personnes.

La Société a en outre pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle, le financement et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra plus généralement acquérir et obtenir tous brevets d'invention et de perfectionnement, licences, procédés et marques de fabriques, les exploiter, céder et concéder toutes les licences.

La Société a en outre pour objet l'achat, la vente, l'exploitation, la gestion et la mise en valeur de tous biens immobiliers situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger ainsi que le négoce et la location de véhicule et le transport de matériels appartenant à la Société et l'établissement des documents de transports CMR.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit, avec ou sans garantie, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution personnelle et/ou réelle, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe dont elle pourrait faire partie ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés qui seraient de nature à favoriser son développement. Cette énumération est énonciative et non limitative et doit être interprétée dans son acception la plus large.

La Société pourra effectuer des prestations de services mais uniquement dans le cadre de la gestion de ses participations et/ou de la gestion des opérations de gestion internes du groupe dont elle pourrait faire partie.

Elle pourra conclure toute convention de rationalisation, de collaboration, d'association ou autres avec d'autres entreprises, associations ou sociétés.

D'une façon générale, la Société pourra réaliser toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. Siège social

Le siège social de la Société est établi dans la commune de Schifflange.

Le siège social peut être transféré (i) à tout autre endroit de la même commune par une décision du Conseil d'Administration ou de l'administrateur unique et (ii) à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision du Conseil d'Administration.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 5. Durée

La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 6. Capital social

Le capital social de la Société est fixé à trente et un mille cinq cents euros (EUR 31.500,-), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent quinze euros (EUR 315,-) chacune, intégralement souscrites et entièrement libérées.

Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décisions de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Art. 7. Prime d'émission

En outre du capital social, un compte prime d'émission peut être établi dans lequel seront transférées toutes les primes payées sur les actions en plus de la valeur nominale.

Le montant de ce compte prime d'émission peut être utilisé, entre autre, pour régler le prix des actions que la Société a rachetées à ses actionnaire(s), pour compenser toute perte nette réalisée, pour des distributions au(x) actionnaire(s) ou pour affecter des fonds à la Réserve Légale.

Art. 8. Actions

Envers la Société, les actions sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par action est admis.

Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 9. Forme des actions

Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En présence d'actions nominatives, un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société. Ledit registre énoncera le nom de chaque actionnaire, sa résidence, le nombre d'actions détenues par lui, les montants libérés sur chacune des actions, le transfert d'actions et les dates de tels transferts.

Art. 10. Composition du Conseil d'Administration

La Société sera administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du Conseil d'Administration peut être limitée à un membre, appelé « administrateur unique », jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateur(s) seront nommés par les actionnaire(s), qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat qui ne pourra excéder six années, respectivement ils peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment par une résolution des actionnaire(s).

Art. 11. Pouvoir du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés en vertu des Lois ou des Statuts au(x) actionnaire(s) relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera.

Art. 12. Représentation

Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée en toutes circonstances, soit par la signature individuelle de l'administrateur unique, soit si le Conseil d'Administration est composé de trois membres ou plus par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature individuelle de l'administrateur-délégué pour ce qui concerne la gestion journalière.

La Société sera également engagée en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 13. Acompte sur dividende

Le Conseil d'Administration peut décider de payer un dividende intérimaire sur base d'un état comptable préparé par eux duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer en tant que dividende intérimaire ne peuvent jamais excéder le montant total des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que prélèvements effectuées sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserves en vertu des Lois ou des Statuts.

Art. 14. Réunions du Conseil d'Administration

Le Conseil de d'Administration nommera parmi ses membres un président et pourra nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même administrateur responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil d'Administration.

Le Conseil de d'Administration se réunira sur convocation du président ou de deux (2) de ses membres, au lieu et date indiqués dans la convocation.

Si tous les membres du Conseil d'Administration sont présents ou représentés à une réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de la réunion, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Un administrateur peut également renoncer à sa convocation à une réunion, soit avant soit après la réunion, par écrit en original, par fax ou par e-mail.

Des convocations écrites séparées ne sont pas requises pour les réunions qui sont tenues au lieu et date indiqués dans un agenda de réunions adopté à l'avance par le Conseil d'Administration.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration, mais en son absence le Conseil d'Administration désignera un autre membre du Conseil d'Administration comme président pro tempore par un vote à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Tout administrateur peut se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre administrateur comme son mandataire.

Tout membre du Conseil d'Administration peut représenter un ou plusieurs autres membres du Conseil d'Administration.

Un ou plusieurs administrateurs peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les uns avec les autres.

Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

En outre, une décision écrite, signée par tous les administrateurs, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil d'Administration dûment convoquée et tenue.

Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs administrateurs.

Le Conseil d'Administration ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des administrateurs en fonction est présente ou représentée.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Art. 15. Rémunération et débours

Sous réserve de l'approbation des actionnaire(s), les administrateur(s) peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 16. Conflit d'intérêts

Si un ou plusieurs administrateurs ont ou pourraient avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, cet administrateur devra en aviser les autres administrateur(s) et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans le cas d'un administrateur unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est administrateur, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise.

Art. 17. Responsabilité des administrateur(s)

Les administrateurs n'engagent, dans l'exercice de leurs fonctions, pas leur responsabilité personnelle lorsqu'ils prennent des engagements au nom et pour le compte de la Société.

Art. 18. Commissaire(s) aux comptes

Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires.

Les commissaires aux comptes seront nommés par les actionnaire(s) pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 19. Actionnaire(s)

Les actionnaires exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Lois et les Statuts.

Si la Société ne compte qu'un seul actionnaire, celui-ci exerce les pouvoirs pré-mentionnés conférés à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 20. Assemblée générale annuelle

L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le deuxième samedi du mois de juillet à 9.30 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 21. Assemblées générales

Les décisions des actionnaire(s) sont prises en assemblée générale tenue au siège social ou à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg sur convocation conformément aux conditions fixées par les Lois et les Statuts du Conseil

d'Administration, subsidiairement, des commissaire(s) aux comptes, ou plus subsidiairement, des actionnaire(s) représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tous les actionnaires sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale.

Un actionnaire peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même actionnaire.

Lors de toute assemblée générale autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les actionnaires à la majorité simple, indépendamment du nombre d'actions représentées.

Lors de toute assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts, le quorum sera d'au moins la moitié (1/2) du capital social et les résolutions seront adoptées par les actionnaires représentant au moins les deux tiers (2/3) des votes exprimés.

Si ce quorum n'est pas atteint, les actionnaires peuvent être convoqués à une seconde assemblée générale et les résolutions seront alors adoptées sans condition de quorum par les actionnaires représentant au moins les deux tiers (2/3) des votes exprimés.

Art. 22. Exercice social

L'exercice social de la Société commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 23. Comptes sociaux

A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des éléments de l'actif et du passif, le bilan ainsi que le compte de résultats conformément aux Lois afin de les soumettre aux actionnaire(s) pour approbation.

Tout actionnaire ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social.

Art. 24. Réserve légale

L'excédent favorable du compte de résultats, après déduction des frais généraux, coûts, amortissements, charges et provisions constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5%) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale («la Réserve Légale») dans le respect de l'article 72 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Art. 25. Affectation des bénéfices

Après affectation à la Réserve Légale, les actionnaire(s) décident de l'affectation du solde du bénéfice net par versement de la totalité ou d'une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves 9 distribuables ou la prime d'émission aux actionnaire(s), chaque action donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

Art. 26. Dissolution et liquidation

La Société peut être dissoute par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

Au moment de la dissolution, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, actionnaires ou non, nommés par les actionnaire(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Un actionnaire unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, y compris les frais de liquidation, le produit net de liquidation sera réparti entre les actionnaire(s).

Les liquidateur(s) peuvent procéder à la distribution d'acomptes sur produit de liquidation sous réserve de provisions suffisantes pour payer les dettes impayées à la date de la distribution.

Art. 27. Disposition finale

Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée. »

Dispositions transitoires

(1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2013.

(2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2014.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, le comparant, représenté comme dit ci-avant, déclare souscrire intégralement les cent (100) actions comme suit :

Monsieur Samuel Edouard BAGNOLS, pré-qualifié,
cent actions100
Total des actions: cent actions 100

Les actions ont été entièrement libérées par l'actionnaire unique par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille cinq cents euros (EUR 31.500,-), se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, preuve en ayant été fournie au notaire instrumentant.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de mille cent euros (EUR 1.100,-).

Assemblée Générale Extraordinaire

Le comparant pré-qualifié, représenté comme dit ci-avant, représentant la totalité du capital souscrit et agissant en tant qu'actionnaire unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et celui des commissaires aux comptes à un (1).
2. A été appelé aux fonctions d'administrateur unique:
 - Monsieur Samuel Edouard BAGNOLS, commerçant, né le 17 juillet 1966 à Nîmes (France), demeurant à F-30900 Nîmes, 6, rue Maréchal.
3. La durée du mandat de l'administrateur unique prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2018.
4. A été appelé aux fonctions de commissaire aux comptes :
 - Madame Jacqueline SANTANA MERCEDES, sans état particulier, née le 15 novembre 1977 à Higüey (République Dominicaine), demeurant à F-30900 Nîmes, 6, rue Maréchal.
5. La durée du mandat du commissaire aux comptes prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2018.
6. L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-3843 Schiffange, 3, rue de l'Industrie.
Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.
Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. TEL, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 24 septembre 2013. Relation: DIE/2013/11541. Reçu soixante-quinze (75,-) euros.

Le Receveur p.d. (s): RECKEN

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des sociétés et Associations.

Diekirch, le 27 septembre 2013.

Référence de publication: 2013136874/289.

(130166171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2013.

Mayreau Investissement S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Capital social: EUR 2.431.000,00.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 139.610.

In the year two thousand thirteen, on the twenty-third October.

Before Maître Paul DECKER, notary, residing in Luxembourg.

Was held the Extraordinary General Meeting of the shareholders of the limited liability company "Mayreau Investissement S.A., société de gestion de patrimoine familial" a société anonyme incorporated under Luxembourg law having its registered office in L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée, incorporated by deed of Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, on June 16th 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1745 on July 15th 2008,

amended several times and for the last time by a deed of Me Joseph ELVINGER, prenamed, on May 4th 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1634 on July 21st 2011,

registered at the companies and trade register of Luxembourg under section B number 13.9610.

The meeting was presided by Mrs Géraldine NUCERA, notary clerk, residing professionally in Luxembourg which also appoints as secretary.

The meeting elected as scrutineer Mrs Virginie PIERRU, notary clerk, residing professionally in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I) The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1.- Reduce the corporate capital for an amount of three hundred thousand euro (EUR 300,000.-) to bring it from its present amount of thousand euros (EUR 2,731,000.-), divided into twenty seven thousand three hundred and ten (27,310) shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-), to two million four hundred thirty one thousand euro (EUR 2,431,000.-) divided into twenty four thousand three hundred and ten (24,310) shares with a nominal value of one hundred euros (EUR 100.-), by reimbursement by the sole shareholder and by cancellation of three thousand (3,000) shares with a par value of one hundred euros (EUR 100.-).

3.- Amend the first paragraph of the first paragraph of article 3 of the articles of incorporation.

4.- Creation of two classes of directors (Class A and Class B) and amendment of article 4 and 5 of the Articles of Incorporation of the Company.

5.- Statutory appointments.

6.- Extension of mandates of Mr Yannick KANTOR and Mrs Carmen FORCADELL COMPANY until the end of annual general meeting 2019.

7.- Miscellaneous.

II) The sole shareholder represented, the proxy of the represented sole shareholder and the number of its shares are shown on an attendance list, which, signed "ne varietur" by the proxyholder, the members of the bureau of the meeting and by the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time by the registration authority.

The proxy given by the represented sole shareholder after having been initialled "ne varietur" by the proxyholder of the represented sole shareholder, the members of the bureau of the meeting and by the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

III) The attendance list shows that the whole capital of de Company is represented at the present extraordinary general meeting.

IV) The chairman states that the present meeting is regularly constituted and may validly decide on its agenda. The sole shareholder represented acknowledges and confirm the statements made by the chairman.

The chairman then submits to the vote of the members of the meeting the following resolutions which were all adopted by unanimous vote.

First resolution

The general meeting decided to reduce the corporate capital for an amount of three hundred thousand euro (EUR 300,000.-) to bring it from its present amount euros (EUR 2,731,000.-), divided into twenty seven thousand three hundred and ten (27,310) shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-), to two million four hundred thirty one thousand euro (EUR 2,431,000.-) divided into twenty four thousand three hundred and ten (24,310) shares with a nominal value of one hundred euros (EUR 100.-), by reimbursement by the sole shareholder and by cancellation of three thousand (3,000) shares with a par value of one hundred euros (EUR 100.-).

Second resolution

The general meeting amends the first paragraph of article 3 of the articles of incorporation which will be worded as follows:

" **Art. 3. (1st paragraph).** The subscribed capital of the Company is fixed at two million four hundred thirty one thousand euros (EUR 2,431,000.-) divided into twenty four thousand three hundred and ten (24,310) shares with a nominal value of one hundred euros (EUR 100.-)."

The General Meeting grants the Board of Directors to make the bookkeeping required for the cancellation of the three thousand (3,000) shares and reimbursement to the sole shareholder, provided that the reimbursement may not place thirty (30) days after the publication of this Act in the Memorial C, in accordance with Article 69 (2) of the Law on commercial companies as amended and to take all necessary and appropriate measures in relation to capital reduction.

Third resolution

The general meeting decides to create two classes of directors (Class A and Class B), and therefore added two paragraphs (§4 and §5) of article 4 and amends article 5 of the Articles of Incorporation, as follows:

" **Art. 4. (§4 and §5).** However, if several Directors constitute the Company, two Classes Directors(A and B) may be created and the Directors shall be nominated by the general meeting.

All acts binding the Company shall bear the signature of one member of each Class according to the present provisions."
And

" **Art. 5.** The board of directors has full power to perform such acts as shall be necessary or useful to the corporation's object. All matters not expressly reserved to the general meeting by law or by the present Articles of Incorporation are within the competence of the board of directors.

In case the Company has only one director, such director exercises all the powers granted to the board of directors.

The board of directors shall choose from among its members a chairman; in the absence of the chairman, another director may preside over the meeting.

The board can validly deliberate and act only if the majority of its members are present or represented, a proxy between directors, which may be given by letter, telegram or telex, being permitted. In case of emergency, directors may vote by letter, telegram, telex or facsimile.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the Company.

Resolutions shall require a majority vote. In case of a tie, the chairman has a casting vote.

According to article 60 of the law on Commercial Companies of 10 August 1915, as amended, the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with this management may be delegated to one or more directors, officers, managers or other agents, associate or not, acting alone or jointly. Their nomination, revocation and powers shall be settled by a resolution of the board of directors. The delegation to a member of the board of directors shall entail the obligation for the board of directors to report each year to the ordinary general meeting on the salary, fees and any advantages granted to the delegate. The Company may also grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

In case of two A and B Classes Directors, the Board of Directors shall validly deliberate and act if one Class A Director and one Class B Director take the decisions of the Board.

The Company shall be bound, in all circumstances (comprising the daily management) towards third parties (i) by the signature of a sole Director in the presence of one Director, or (ii) by the joint signature of two Directors, or (iii) by the signature of a Class A and B Director in the presence of classes of Directors or (iv) by the individual signature of the delegate for the day-to-day management or (v) by the joint signatures of two persons or the sole signature of any person to whom such powers of signature have been delegated by the Board of Managers within the limits of the powers entrusted to them."

Fourth resolution

Following the creation of two classes of directors, the board of directors is composed as follows:

Class A:

- Mr. Yannick KANTOR, lawyer, born on October 25th, 1975 in Verviers (Belgium), residing professionally at 8A, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg;

- Mrs Mayra ROMERO TORRES, private employee, born on March 21st, 1976 in Santiago de Cuba (Cuba), residing professionally at 8A, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Class B:

Mrs Carmen FORCADELL COMPANY, residing at 3 Plaza Universitat E-08007 Barcelone (Spain).

Fifth resolution

The General Assembly finds that the terms of directors expire in 2014 and decided to renew their mandate until the end of the Annual General Meeting 2019.

There being no further business on the agenda, the meeting was thereupon adjourned.

Costs

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand four hundred ninety euro (EUR 1,490.-).

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, first names, civil status and residence, the said persons signed together with Us, the notary, this original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mil treize, le vingt-trois novembre.

Par-devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

Se réunit l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "MAYREAU INVESTISSEMENT S.A., société de gestion de patrimoine familial", ayant son siège social à Luxembourg, 42, rue de la Vallée, constituée suivant acte reçu par Me Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, le 16 juin 2008, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 1745 du 15 juillet 2008,

modifié à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par Me Joseph ELVINGER, prénommé, le 4 mai 2011, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1634 en date du 21 juillet 2011,

inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro B 139.610.

L'assemblée générale extraordinaire est sous la présidence de Mademoiselle Géraldine NUCERA, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg qui se désigne également comme secrétaire.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Mademoiselle Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, la présidente déclare et requiert le notaire d'acter que:

I) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Réduction du capital social à concurrence de trois cent mille euros (300.000,-EUR) pour le porter de son montant actuel de deux millions sept cent trente et un mille euros (2.731.000,- EUR) divisé en vingt-sept mille trois cent dix (27.310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,-EUR) à un montant de deux millions quatre cent trente et un mille euros (2.431.000,- EUR) divisé en vingt-quatre mille trois cent dix (24.310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR), par remboursement aux actionnaires et par annulation de trois mille (3.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR).

3.- Modification afférente du premier alinéa de l'article 3 des statuts.

4.- Création de deux catégories d'administrateurs (Catégorie A et Catégorie B) et modification des articles 4 et 5 des statuts de la Société.

5.- Nominations statutaires.

6.- Prolongation des mandats de M. Yannick KANTOR et de Mme Carmen FORCADELL COMPANY jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2019.

7.- Divers

II) L'actionnaire unique représenté, la mandataire de l'actionnaire unique représenté et le nombre d'actions qu'il détient, sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée «ne varietur» par l'actionnaire unique représenté et la mandataire de l'actionnaire unique représenté, par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

La procuration de l'actionnaire unique représenté, signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire instrumentaire, resteront aussi annexées au présent acte.

III) Il résulte de ladite liste de présence que l'intégralité du capital social est représentée à la présente assemblée générale extraordinaire.

IV) La présidente constate que la présente assemblée est constituée régulièrement et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

La présidente soumet ensuite au vote des membres de l'assemblée les résolutions suivantes qui ont été toutes prises à l'unanimité des voix.

Première résolution

L'assemblée générale décide de réduire le capital à concurrence de deux millions sept cent trente et un mille euros (2.731.000,- EUR) divisé en vingt-sept mille trois cent dix (27.310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) à un montant de deux millions quatre cent trente et un mille euros (2.431.000,- EUR) divisé en vingt-quatre mille trois cent dix (24.310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR), par remboursement aux actionnaires et par annulation de trois mille (3.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR).

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier le premier alinéa de l'article 3 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 3. (1^{er} alinéa).** Le capital souscrit de la société est fixé à deux millions quatre cent trente et un mille euros (2.431.000,- EUR) divisé en vingt-quatre mille trois cent dix (24.310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR).»

L'assemblée générale confère au conseil d'administration pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent, à l'annulation des trois mille (3.000) actions et au remboursement à l'actionnaire unique, étant entendu que le remboursement ne peut avoir lieu que trente (30) jours après la publication du présent acte au Mémorial C, conformément aux dispositions de l'article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales telle que modifiée et de prendre toutes mesures nécessaires et utiles en relation avec la réduction du capital social.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de créer deux catégories d'administrateurs (Catégorie A et Catégorie B) et ajoute un quatrième et cinquième paragraphe à l'article 4 et modifie l'article 5 des statuts de la Société, comme suit:

« **Art. 4. (§4 et §5).** Toutefois, lorsque la Société est constituée de plusieurs administrateurs, deux groupes d'administrateurs A et B pourront alors être créés et les administrateurs seront nommés par l'assemblée générale.

Les actes engageant la société devront porter la signature d'un membre de chaque groupe conformément aux présentes dispositions.» Et

« **Art. 5.** Le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Le Conseil d'administration devra choisir en son sein un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion sera conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.

Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil d'administration de la Société par voie de vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant son identification. Ces moyens de communication doivent respecter des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à la réunion, dont la délibération devra être retransmise sans interruption. La participation à une réunion par ces moyens est équivalente à une participation en personne à cette réunion. La réunion tenue par l'intermédiaire de tels moyens de communication sera réputée tenue au siège social de la Société.

Le Conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

S'il existe deux groupes d'administrateurs A et B, le Conseil d'Administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si les décisions du Conseil d'Administration sont prises par un administrateur de la catégorie A et par un administrateur de la catégorie B.

La Société sera engagée, en toutes circonstances (y compris dans le cadre de la gestion journalière), vis-à-vis des tiers (i) par la signature d'un administrateur unique en présence d'un administrateur unique, ou (ii) par la signature conjointe de deux administrateurs, ou (iii) par la signature d'un administrateur A et d'un administrateur B en présence de groupes d'administrateurs ou (ii) par la signature individuelle du délégué à la gestion journalière, ou (iii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration, et ce, dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.»

Quatrième résolution

Suite à la création de deux catégories d'administrateurs, le conseil d'administration est composé de la manière suivante:

Catégorie A:

- Monsieur Yannick KANTOR, juriste, né le 25 octobre 1975 à Verviers (Belgique), demeurant professionnellement au 8A, boulevard de la Foire L-1528 Luxembourg.
- Madame Mayra ROMERO TORRES, employée privée, née le 21 mars 1976 à Santiago de Cuba (Cuba), demeurant au 8A, boulevard de la Foire L-1528 Luxembourg.

Catégorie B:

Mme Carmen FORCADELL COMPANY, demeurant au 3 Plaza Universitat E-08007 Barcelone (Espagne).

Cinquième résolution

L'assemblée générale constate que les mandats des administrateurs arrivent à expiration en 2014 et décide de reconduire leur mandat jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2019.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués à environ mille quatre cent quatre-vingt-dix euros (1.490,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte fait et interprétation donnée aux comparants à Luxembourg, tous connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: G. NUCERA, V. PIERRU, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24/10/2013. Relation: LAC/2013/48403. Reçu 75,- € (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31/10/2013.

Référence de publication: 2013153614/257.

(130187862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2013.

Arago S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 180.468.

STATUTS

L'an deux mille treize, le onze septembre.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

La société anonyme de droit de Belize "Fiduciaire Internationale S.A.", établie et ayant son siège social à Belize-City, 60 Marquet Square (Belize), inscrite au Belize Companies & Corporate Affairs Registry en tant que International Business Company sous le numéro 51975,

ici représentée par Monsieur Patrick HOUBERT, juriste, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société anonyme qu'elle déclare constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

I. Nom, Durée, Objet, Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination de "ARAGO S.A." (la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. La durée la de Société est illimitée.

Art. 3. La Société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Le siège social pourra être transféré dans tout endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, par décision de l'assemblée des actionnaires décidant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision du conseil d'administration ou, le cas échéant, de l'administrateur unique, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par trente et un mille (31.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune.

Le conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires ou convertibles ou obligations avec bons de souscription, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ou obligations avec bons de souscription ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la Loi.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la Société.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi, racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires

Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le 4^e lundi du mois de juin à 11.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou téléfax une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront

mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou téléfax un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée (i) par la signature collective de deux (2) administrateurs, (ii) par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou (iii) par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera valablement engagée, en toutes circonstances et sans restrictions, par la signature individuelle de l'administrateur unique.

V. Surveillance de la Société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces Statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2013.
2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2014.
3. Exceptionnellement, le premier président et le premier délégué du conseil d'administration peuvent être nommés par une résolution de l'actionnaire unique.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les trente et un mille (31.000) actions ont été souscrites par l'actionnaire unique, la société "Fiduciaire Internationale S.A.", prédésignée et représentée comme dit ci-avant, et libérées à concurrence de 25% par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de sept-mille sept cent cinquante euros (7.750,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi de 1915, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Assemblée générale des actionnaires Décisions de l'actionnaire unique

Et aussitôt, la partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et celui des commissaires aux comptes à un (1).
- 2) Comme autorisé par la Loi et les Statuts, Monsieur Patrick MEUNIER, conseil économique, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal, est appelé à la fonction d'administrateur unique et exercera les pouvoirs dévolus au conseil d'administration de la Société.
- 3) La société anonyme "MRM CONSULTING S.A.", établie et ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 56911, est nommée comme commissaire aux comptes de la Société.
- 4) Les mandats de l'administrateur unique et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'année 2018.
- 5) Le siège social est établi à L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille euros (1.000,- EUR).

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. HOUBERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 septembre 2013. LAC/2013/41816. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Référence de publication: 2013137224/240.

(130167602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

NIC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9940 Asselborn, 62, rue d'Asselborn.

R.C.S. Luxembourg B 180.469.

STATUTS

L'an deux mille treize, le treize septembre;

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1. Monsieur Carlos Manuel MOREIRA CORREIA, cuisinier, né à Marinha Grande (Portugal), le 22 juillet 1970, demeurant à L-9519 Wiltz, 48, route d'Ettelbruck;

2. Madame Natalya RODRIGUES, gérante de sociétés, née à Vostok Poronaysk Sakhalin (Russie), le 4 février 1971, demeurant à L-7556 Mersch, 18A, Place Saint Michel; et

3) Monsieur Irfan MURATOVIC, agent de sécurité, né à Titograd (ancienne Yougoslavie - Monténégro aujourd'hui), le 24 août 1984, demeurant à L-9125 Schieren, 50, route de Luxembourg.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer par les présentes et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er} . Il est formé par la présente, entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée dénommée "NIC S.à r.l.", (ci-après la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 2. La Société a pour objet l'exploitation d'un bar-club avec débit de boissons alcooliques et non-alcooliques.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés, ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui serait de nature à favoriser le développement de son entreprise.

La Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social.

Art. 3. La durée de la Société est illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Wincrange (Grand-Duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision de la gérance, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (12.500,-EUR), représenté par mille (1.000) parts sociales de douze Euros et cinquante Cents (12,50 EUR) chacune, intégralement libérées.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la Société.

Titre III. - Administration et Gérance

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 9. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux Statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 11. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 15. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué à l'/aux associé(s) en proportion avec sa/leur participation dans le capital de la Société.

La gérance est autorisée à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. la gérance préparera une situation intérimaire des comptes de la société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents Statuts.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 18. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les Statuts.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2013.

Souscription et Libération

Les Statuts ayant ainsi été arrêtés, les mille (1.000) parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) Monsieur Carlos Manuel MOREIRA CORREIA, préqualifié, trois cent soixante-quinze parts sociales,	375
2) Madame Natalya RODRIGUES, préqualifiée, trois cent soixante- quinze parts sociales,	375
3) Monsieur Irfan MURATOVIC, préqualifié, deux cent cinquante parts sociales,	250
Total: mille parts sociales,	1.000

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Loi anti-blanchiment

Les associés déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la Société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas, respectivement que la Société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ neuf cent cinquante euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le siège social est établi à L-9940 Asselborn, 62, rue d'Asselborn.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:
 - Madame Natalya RODRIGUES, gérante de sociétés, née à Vostok Poronaysk Sakhalin (Russie), le 4 février 1971, demeurant à L-7556 Mersch, 18A, Place Saint Michel, gérante technique;
 - Monsieur Carlos Manuel MOREIRA CORREIA, cuisinier, né à Marinha Grande (Portugal), le 22 juillet 1970, demeurant à L-9519 Wiltz, 48, route d'Ettelbruck, gérant administratif; et
 - Monsieur Irfan MURATOVIC, agent de sécurité, né à Titograd (ancienne Yougoslavie -Monténégro aujourd'hui), le 24 août 1984, demeurant à L-9125 Schieren, 50, route de Luxembourg, gérant administratif.
3. La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature conjointe de la gérante technique et d'un gérant administratif.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé ensemble avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. M. MOREIRA CORREIA, N. RODRIGUES, I. MURATOVIC, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 septembre 2013. LAC/2013/42169. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Référence de publication: 2013137529/143.

(130167674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Leconservateurluxembourgeois S.à r.l. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 180.481.

— STATUTS

L'an deux mille treize, le dix-sept septembre.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

Madame Nathalie JACQUEMART, employée privée, demeurant professionnellement à L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qualifiée comme société de gestion de patrimoine familial, en abrégé "SPF", qu'elle déclare constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

Titre I^{er} . Définitions

"Loi": signifie les dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;

"Loi SPF": signifie les dispositions de la loi du 11 mai 2007 concernant la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF");

"Statuts": signifie les statuts de la Société.

Titre II. Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente, entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée dénommée "LECONSERVATEURLUXEMBOURGEOIS S.à r.l. SPF", (ci-après la "Société"), qualifiée comme société de gestion de patrimoine familial au sens de la Loi SPF et régie par les dispositions légales afférentes ainsi que par les présents Statuts.

Art. 2. L'objet de la Société est exclusivement l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que définis à l'article 2 de la Loi SPF relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF"), à l'exclusion de toute activité commerciale.

Par actifs financiers au sens de la Loi, il convient d'entendre:

- (i) les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, et
- (ii) les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

La Société n'est admise à détenir une participation dans une société qu'à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de ces sociétés.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Art. 3. La durée de la Société est illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision de la gérance, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par trois cent dix (310) parts sociales de cent euros (100,- EUR) chacune, intégralement libérées.

Les parts sociales sont détenues par les investisseurs plus amplement définis ci-après.

Est considéré comme investisseur éligible au sens de la Loi:

- a) une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé ou
- b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques ou
- c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.

Chaque investisseur doit déclarer par écrit cette qualité à l'attention du domiciliataire ou, à défaut, des dirigeants de la SPF.

Les titres émis par une SPF ne peuvent faire l'objet d'un placement public ou être admis à la cotation d'une bourse de valeur.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 6. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Sous réserve que le cessionnaire remplisse les conditions de l'article 3 de la Loi SPF définissant l'investisseur éligible, les cessions ou transmissions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres, si la Société a un associé unique. Sous réserve que le cessionnaire remplisse les conditions de l'article 3 de la Loi SPF définissant l'investisseur éligible, les parts sociales sont librement cessibles entre associés, si la Société a plusieurs associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social, en conformité avec l'article 189 de la Loi et sous réserve que le cessionnaire remplisse les conditions de l'article 3 de la Loi SPF définissant l'investisseur éligible.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi Sociétés où il pourra être consulté par chaque associé.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la Société.

Titre III. - Administration et gérance

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 9. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux Statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 11. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 15. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué à l'/aux associé(s) en proportion avec sa/leur participation dans le capital de la Société.

La gérance est autorisée à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. la gérance préparera une situation intérimaire des comptes de la société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents Statuts.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 18. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ainsi que la loi du 11 mai 2007 concernant la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF") trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les Statuts.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2013.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les trois cent dix (310) parts sociales ont été souscrites par l'associé unique Madame Nathalie JACQUEMART, préqualifiée, et libérées entièrement par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Loi anti-blanchiment

L'associée unique déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la Société faisant l'objet des présentes et certifier que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas, respectivement que la Société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ neuf cent cinquante euros.

Résolutions prises par l'associée unique

Et aussitôt, la comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associée unique:

1. Le siège social est établi à L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.
2. Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Antoine MEYNIAL, avocat à la Cour, né à Paris (France), le 6 février 1966, demeurant professionnellement à L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès;
 - Monsieur Michaël DANDOIS, avocat à la Cour, né à Messancy (Belgique), le 15 janvier 1971, demeurant professionnellement à L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès; et
 - Monsieur Stéphane WARNIER, employé privé, né à Watermael-Boitsfort (Belgique), le 25 mars 1966, demeurant professionnellement à L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.
3. La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature conjointe de deux gérants.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: N. JACQUEMART, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 septembre 2013. LAC/2013/42589. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 septembre 2013.

Référence de publication: 2013138047/162.

(130168078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

BELLATRIX Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 126.537.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Référence de publication: 2013138408/10.

(130168873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Bigger Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 133.269.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013138410/10.

(130168728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Brugama SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 10.599.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BRUGAMA SPF S.A.

Signature

Référence de publication: 2013138427/11.

(130169184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Emerlux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 164.191.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Séverine Michel

Gérante

Référence de publication: 2013138497/11.

(130168985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2013.

EPF Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 139.946.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TCG Gestion SARL

Signatures

Manager

Référence de publication: 2013138514/12.

(130169122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2013.